Intégration économique de la paysannerie à la nation française

* 6 févr. 2012. 2690Mots

Au début du XIXe siècle, le monde paysan, marqué par une permanence des structures sociales et des techniques agraires, occupe une grande place dans la société française. Même si son importance est minimisée par sa place politique et sociale, la grande majorité des Français est alors composée de paysans. Le système agricole est encore très fragile et soumis à de nombreux aléas (notamment météorologiques), l'économie agricole est encore une juxtaposition de systèmes régionaux.  
  
À la fin du XIXe siècle, le monde paysan a effectué une première révolution et a connu son apogée, l'agriculture s'est modernisée et le marché agricole s'est unifié; la paysannerie a un poids important dans la vie politique du pays. Au début du XXe siècle, elle semble entrer dans une phase de déclin, une vaste redistribution des hommes est en cours sur l'ensemble du territoire, l'agriculture n'est plus la seule source de production, le secteur industriel est en plein essor et la civilisation urbaine pénètre les campagnes. L'exode rural est cependant plus tardif en France qu'ailleurs, et ce n'est que lors des Trente Glorieuses que la modernisation réelle de l'agriculture et du statut du paysan, qui périclite, remplacé par le statut d'exploitant agricole, est effective.  
  
La paysannerie entre l'Ancien Régime et la Restauration (1789-1815)  
  
Entre la fin de l'Ancien Régime et la Restauration en 1815, la paysannerie va connaître une véritable révolution, tant juridique que sociale. Alexis deTocqueville dans son ouvrage sur l'Ancien Régime et la Révolution (1856), montre bien que l’œuvre de la Révolution fut de libérer le sol pour un moment, ainsi que la capacité d’entreprendre de la paysannerie française.  
La paysannerie de l'ancien régime est marquée par un nombre important de pesanteurs, aussi bien dans le domaine agricole que dans le domaine social, la paysannerie est alors dominée et dépendante. L'économie agricole reste étriquée, et l'agriculture n'a pas encore domestiqué la nature, d'où l'hypersensibilité de la production agricole à la météo. Les pratiques agricoles restent traditionnelles (jachères relativement longues, cultures sur brûlis…), et il n'existe pas de véritable marché agricole à l’échelle nationale, ce n'est qu'une juxtaposition de systèmes agricoles régionaux mal connectés entre eux (enclavement).  
La Révolution va modifier l'ensemble des pesanteurs de l'ordre social qui pèsent sur la France de l'époque. Tout d'abord concernant la propriété de la terre, les paysans n'étaient pas dans leur majorité propriétaires de la terre, celle-ci constituait un placement et était une source de prestige accaparée des grands propriétaires: noblesse, clergé et bourgeoisie urbaine, qui possédaient à peu près 55 % des terres agricoles, souvent les meilleures, il faut ajouter le poids des droits seigneuriaux et les privilèges qui faisaient de la noblesse rurale la seule autorité. Les paysans qui possédaient peu ou pas de biens propres devaient travaillerpour autrui par différents moyens: le métayage, le fermage, ou encore par le salariat agricole.  
Il y avait donc déjà de grandes disparités de condition, de revenu et de statut à l'intérieur de la paysannerie de l'ancien régime. La majorité de la paysannerie était alors modeste et peu instruite, les relations sociales étaient alors basées sur la communauté rurale (paroisse) qui était à la fois un secours pour le faible et un frein à la modernisation, et sur laquelle pesait la société d'ordres.  
Cependant le monde paysan a bien peu participé aux évènements politiques parisiens qui ont fait la Révolution (deux députés du Tiers-état seulement étaient laboureurs). Mais les évènements révolutionnaires vont provoquer une agitation en province, c'est la Grande Peur, durant laquelle la paysannerie (en tout cas une partie) désorientée va régler ses comptes socio-économiques avec la noblesse, poussant l'Assemblée à abolir tous les privilèges durant la nuit du 4 août 1789. C'est un changement juridique radical pour la paysannerie, libéré d'une source de contraintes de tout ordre (juridique, économique…). Le deuxième événement qui va changer la paysannerie est la vente des biens nationaux (ensemble des biens de l'Église mis à disposition de la Nation et biens saisis des nobles émigrés). La Révolution va aussi constituer un véritable éclatement du groupe paysan.   
Le régime impérial de Napoléon va constituer une véritable stabilisation pour la paysannerie française.  
Tout d'abordpour la première fois depuis 1789, Napoléon va instituer un régime d'ordre. L'ordre public est rétabli, les déserteurs sont pourchassés, les bandes armées réduites, les chouans et vendéens sont écrasés par la force lorsque l'apaisement religieux n'a pas suffi. L'ordre religieux est rétabli, le concordat est signé en 1801, liant l'État impérial à l'Église, des mesures d'apaisement sont décidées. L'ordre administratif est lui aussi rétabli, l'administration napoléonienne est une des plus efficaces de l'époque, les préfets en sont un élément. La mise en place de codes (code pénal, code civil de 1804, code commercial de 1807…) constitue aussi une source de stabilisation juridique.  
Ensuite, la conjoncture économique devient plus favorable à la paysannerie, et la hausse des prix agricoles va profiter à la paysannerie française. L'insécurité alimentaire est petit à petit résorbée par la diffusion de la pomme de terre (mais aussi de la betterave) et la culture céréalière (le blé prend le pas sur les céréales plus pauvres), les disettes sont plus rares, la dernière sera celle de 1812.  
Mais l'Empire va aussi être une source de mécontentements pour la paysannerie. Les défaites militaires et la conscription pèsent essentiellement sur les paysans, la pression fiscale augmente et pèse sur les paysans, le conflit avec le Pape relance l'agitation à l'Ouest et relance une petite chouannerie. La légende noire de l'ogre Napoléon va dominer pendant plusieurs années.  
  
Les lentes mutationsdu monde paysan entre 1815 et 1870: l'apogée du monde paysan  
  
De 1815 jusqu'à la fin du Second Empire, la paysannerie française va connaître un ensemble de lentes mutations qui vont la mener à son apogée.  
La croissance agricole est incontestable, entre 1815 et 1851 la production agricole augmente de 78 %, le blé progresse, comme la pomme de terre qui améliore grandement la sécurité alimentaire. Cette croissance est obtenue par une augmentation du travail et le recul de la jachère plus que par le progrès technique, l'agronomie n'est pas une priorité et le manque de possibilités de crédit hormis auprès des usuriers et notaires est un frein. Les impulsions données à l'agriculture sont plutôt extérieures, l'amélioration des voies de communications, le lancement de grands travaux unifient le marché agricole et donnent une impulsion à certaines régions dont l'agriculture a des visées commerciales. Cependant le marché rural a encore un faible effet d'entraînement sur l'industrie naissante. Jusqu'en 1860, la terre constitue encore une source de rente, mais à partir de cette date l'immobilier et l'industrie deviennent de plus en plus attrayants.  
La population rurale pratique la pluriactivité afin de compléter ses revenus, en hiver les paysans inactifs pratiquent l'artisanat à domicile ou travaillent dans des manufactures installées en milieu rural (salariat occasionnel), c'est particulièrement vrai dans le textile et la confection. Les ouvriers de l'époque pratiquentoccasionnellement la culture (moissons ou jardins ouvriers). Le surpeuplement rural que l'on peut constater par certains signes: la proportion de mendiants encore importante ou le malthusianisme des notables est dû à une natalité encore forte et à une amélioration de la nourriture. L'émigration rurale se fait plutôt vers les villes ou vers les régions agricoles où il y a du travail saisonnier, très peu à l'étranger. L'exode rural vers les emplois industriels est un mythe.  
C'est aussi l'époque où la paysannerie entre en politique, la période de la Restauration a conféré un poids politique important à la propriété foncière du fait du cens, mais celui-ci exclut presque la totalité de la paysannerie qui n'est pas assez riche pour pouvoir voter. La paysannerie marginalisée n'est pas politisée et est encore largement influencée par les nobles, notables ruraux ou les curés emmènent ses paysans voter pour lui. La véritable entrée en politique se fait en 1848 avec le suffrage universel : à ce moment, les paysans constituent plus de 75 % de la population, soit la majorité à eux seuls, et tous les courants politiques vont se lancer à l'assaut du vote paysan. Le soutien à l'Empire constitue peut-être un rejet de la république de la ville, des notables (républicains)… La paysannerie devient un fidèle soutien à l'Empire, sûrement à cause de cette volonté de sortir du clivage entre les « blancs » et les « rouges », de la conjoncture économique favorable, de la politique de grands travaux(voir le livre d'Alain Corbin, Le village des cannibales)…Le Second Empire constitue une période d'apogée du monde paysan au sein de la société du fait de la prospérité économique, du nombre encore important de paysans, du soutien politique qu'il constitue pour le régime, et de son identité culturelle encore forte.  
  
Le XIXe siècle voit apparaître notre vie politique moderne. Cette politisation se traduit par la diffusion dans les masses, et particulièrement dans la classe paysanne, du jeu démocratique mais aussi par le processus d'acquisitions des grands principes de la Révolution française de 1789.  
Une nouvelle classe paysanne apparaît alors et se fédère implicitement, et son émancipation est rendue possible par la Révolution de 1789. Particulièrement, c'est l'établissement de la supériorité du droit naturel sur le droit positif, consacré par la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789, qui, en affirmant un droit à la propriété comme un droit fondamental, permet aux paysans d'exister par leurs terres.  
Cet élan d'instauration des libertés nouvelles est freiné - voire stoppé - par un Premier Empire belliqueux et par un certain cléricalisme, puisque le Concordat de 1801 lie l'Empire au catholicisme. Les guerres napoléoniennes, responsables de près d'un million de morts - essentiellement des paysans - sont en fait à l'origine de la formation d'une sorte de culte napoléonien, c'est-à-dire une forme d'adoration des campagnes aux guerres deconquêtes et aux nombreuses victoires (et défaites) de Napoléon Ier. Ce culte se traduit dans les campagnes notamment par de grandes veillées organisées autour des vétérans, telles qu'elles sont décrites par exemple dans Le médecin de campagne de Balzac.  
Le paysan doit aussi faire face à l'Empire qui tente d'exercer sur lui une domination, avec l'aide du clergé à qui il est associé depuis le Concordat. En effet, en l'absence d'éducation politique, d'instruction, et d'une véritable école républicaine, le paysan peut difficilement s'intégrer à la vie politique et reste ainsi dans une forme d'ignorance la plus totale. C'est ainsi que, manipulé, il peut suivre une tendance contraire à ses aspirations nées de la Révolution de 1789. Cette ignorance explique en grande partie l'élection de Louis-Napoléon Bonaparte en 1848, candidat non républicain mais porté par la gloire de son oncle à la présidence de la Seconde République.  
Cependant, le paysan a peu à peu la possibilité de s'exprimer politiquement, par l'élargissement progressif du droit de vote (lois de 1817 et 1831) d'abord, jusqu'à la première élection au suffrage universel direct (masculin) au lendemain de la Révolution de 1848. Le résultat de cette politisation, amorcée dès 1789, fait désormais de lui un « citoyen actif ». Mais le vote n'est pas unanime en France : les citoyens des villes votent en majorité « non » au plébiscite du 20 décembre 1851 confirmant le coup d'État de Louis-Napoléon Bonaparte. Le paradoxe ainsisoulevé est que c'est le peuple lui-même qui a amené au pouvoir celui qui va le conduire à sa perte 22 ans plus tard. Ainsi, c'est en partie la défaite de 1870 face à la Prusse qui explique le ralliement de la classe paysanne à la République dans les années suivant la défaite, délaissant définitivement l'Empire.  
  
Les difficultés du monde paysan de 1870 à la veille de la Première Guerre mondiale  
  
À partir de 1870 s'ouvre une période difficile pour la paysannerie française, surtout au niveau économique. La crise économique qui touche la paysannerie française à partir de 1870 est multiforme.  
Trois facteurs vont se conjuguer pour déboucher sur une crise économique de l'agriculture. La baisse des prix entraîne une baisse des revenus des paysans et une chute des rentes foncières, tandis que dans le même temps la crise économique touche d'autres secteurs, introduisant l'idée de cycles de croissances et de crises. La fin de certaines activités agricoles est due au progrès technique: c'est l'exemple des colorants naturels remplacés par des colorants chimiques, ou de la fin du vers à soie dans le lyonnais. Dans les deux cas on peut aussi évoquer l'arrivée de produits agricoles venus de pays « neufs » ou des colonies (huile des colonies, viande d'Argentine…) qui concurrence les produits français et font augmenter l'offre. Le phylloxera touche dans la même période l'ensemble des vignobles français, cela est d'autant plus grave que la vigne avait un rôle socio-économique majeuret valorise des terres plus pauvres. La production, même après la fin du phylloxera, a du mal à repartir, cela débouchera sur des révoltes importantes dans le Languedoc.  
  
Cette crise va entraîner une réaction et de profondes modifications du monde paysan. D'abord, la polyculture est abandonnée, et les différentes régions se spécialisent au niveau agricole, une reconversion est entamée, la vigne est remplacée par des cultures fruitières, l'élevage, la culture maraîchère ou florale se développent, on assiste à un changement de taille encore visible aujourd'hui dans le paysage agricole au niveau d'ensembles régionaux. La vitalité démographique décline durablement. Le monde agricole s'organise face aux difficultés, c'est le début du syndicalisme agricole revendicatif et structuré, mais ce syndicalisme s'il est très écouté par les politiques ne concerne pas tous les paysans. L'État intervient, il instaure un protectionnisme agricole pour protéger la production, favorise l'accessibilité aux crédits des paysans. Parallèlement l'influence urbaine pénètre la campagne par le biais du service militaire, du chemin de fer, de l'émigration rurale, de la presse et de la scolarisation.  
  
Au niveau politique cette période est marquée par l’avènement de la République. La République part à la conquête des paysans qui seuls peuvent la consolider. Le rôle de l'instruction publique est déterminant dans cette conquête réciproque, tout comme le phénomène de descente du pouvoir politique auniveau villageois: les élections municipales ont définitivement ancré la vie politique dans la vie villageoise, c'est ce que montre Maurice Agulhon dans La République au village. Une véritable géographie des comportements électoraux s'établit dans cette période, l'opposition du curé et de l'instituteur structure la vie politique du village. Les paysans arrivent ainsi jusqu'à la veille de la guerre à consolider leurs intérêts au sein de la République par une vie politique active.  
À la veille de la Grande Guerre, l'agriculture est de plus en plus dépendante des secteurs de l'industrie et de la distribution, qui sont en pleine expansion. La civilisation agraire est en train de se fondre dans un creuset national, celui de la Patrie, et désormais la paysannerie est maîtresse de sa terre. Les nuances apportées selon les régions, les classes sociales à ces grands traits ont structuré la carte à la fois économique, sociale et politique de la France.  
En France, aux yeux de l'administration (notamment de l'INSEE), le paysan est un agriculteur quand il est professionnel. Une tranche importante de paysans français revendique farouchement cette appellation souvent pour se démarquer de l'agriculture productiviste et/ou par souci de ne pas rompre avec leur racines, leur appartenance à la terre.